

7 septembre, 2010
L'Acadie Nouvelle

Pointe Lepreau: les écologistes critiquent le silence des politiciens

Justin Dupuis

DIEPPE - Une coalition de groupes écologistes juge que le Nouveau-Brunswick se doit d'avoir un véritable débat entourant la question de l'énergie nucléaire et en appelle donc aux formations politiques afin d'en faire un enjeu électoral. Elle réclame aussi la fin des travaux de remise à neuf de la centrale.

Depuis le déclenchement officiel des élections, les partis politiques de la province ont très peu, pour ne pas dire pas abordé les enjeux entourant la réfection de la seule centrale nucléaire de la province et l'éventuelle construction d'un deuxième réacteur.

C'est pourquoi le Comité sur le démantèlement de Pointe Lepreau a demandé, mardi, que le dossier nucléaire occupe une plus grande place pendant la campagne.

«Nous aimerions que les partis politiques commencent à en parler afin de voir comment ils vont s'occuper du dossier de Pointe Lepreau, a dit Raphael Shay du Conseil de conservation. Tout se fait derrière des portes closes et c'est donc difficile pour les gens de comprendre l'ampleur des problèmes et des défis afin de proposer des solutions.»

Le problème, dit le groupe, découle du fait que plusieurs mythes brouillent les cartes des enjeux entourant le réacteur qui subit présentement une remise à neuf.

D'abord, affirment-ils, le nucléaire n'est pas du tout une source d'énergie verte puisqu'il crée d'importantes quantités de déchets qui restent radioactifs pendant des millénaires.

S'ajoute à cela la construction et l'alimentation des réacteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre bien plus importantes que d'autres sources d'énergie renouvelable comme l'éolien.

Ensuite, dit le comité, le nucléaire est dispendieux puisque, à la fermeture de Pointe Lepreau, la production d'un kWh d'électricité coûtait environ 0,11 \$, soit plus cher que le prix payé par les Néo-Brunswickois pour la même quantité d'énergie.

Finalement, la fermeture de la centrale pendant sa remise à neuf est la démonstration parfaite que la province n'a pas besoin de l'électricité qu'elle génère puisqu'il n'y a pas eu de panne de courant qui s'en est suivie.

«En ce moment, nous payons moins cher pour l'énergie de remplacement (achetée au Québec) que nous paierions pour faire tourner Lepreau. Il y a beaucoup de potentiel pour que les énergies renouvelables remplacent le nucléaire dans la province et tout manque à gagner pourrait être comblé en négociant des contrats d'achat avec Hydro-Québec», affirme M. Shay.

Le comité ne demande donc rien de moins que l'arrêt des travaux de réfection de la centrale, malgré les millions déjà investis pour y arriver.

Un questionnaire du Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick envoyé à tous les partis politiques afin de mesurer leurs promesses électorales en matière d'environnement, dont les résultats ont été publiés hier, montre que seul le Parti vert appuie l'arrêt des travaux de réfection à Pointe Lepreau (lire autre texte).

En bref... Le Comité sur le démantèlement de Pointe Lepreau est formé par les groupes suivants: Concerned Citizens of St. John, le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick, Les Amis de la Musquash, Institute of Concern for Public Health, People Against Nuclear Energy, Sentinelle de la baie de Fundy et le chapitre Atlantique du Sierra Club du Canada.